

PROJET

XXIe Congrès de l'Internationale Socialiste

Paris, 8-10 novembre 1999

DECLARATION DE PARIS

LES DEFIS DE LA MONDIALISATION

1. L'humanité vit un changement d'ère, marqué par le phénomène de la mondialisation. Nous passons de la société industrielle à la société de l'information, de la connaissance, avec une rapidité et une profondeur inconnues dans les changements historiques antérieurs.

2. La révolution technologique, incluant la biotechnologie et, particulièrement, l'information, est le facteur qui a déclenché ce processus historique. Avec la mondialisation de l'information, de l'économie, du commerce et des mouvements de capitaux, s'ouvrent de nouveaux espaces d'opportunité complètement nouveaux, qui permettent des initiatives transformatrices de dimensions extraordinaires, comme le montre l'incorporation de nouveaux pays et régions au développement et aux avancées scientifiques en matière de médecine ou de production alimentaire. Jusqu'à aujourd'hui, cependant, les effets les plus évidents sont le développement choquant des inégalités au sein de toutes les sociétés nationales et entre les différentes parties du monde.

En ce sens, les faits qui se détachent le plus pour l'opinion publique sont :

- La mondialisation de l'information, en tant que révolution de la communication qui raccourcit le temps et la distance, établissant des relations en temps réel, avec n'importe quel coin de la planète et sur n'importe quel sujet. Son caractère par trop à sens unique, sans le dialogue nécessaire pour connaître l'autre, provoque des rejets culturels, des affirmations d'identité en face de ce qui peut se ressentir comme une menace d'homogénéisation.

- La mondialisation de l'économie et du commerce, produit un changement substantiel de la dimension et des structures des entreprises et des marchés, des relations industrielles et de la localisation des investissements. La productivité augmente, mais accompagnée du chômage technologique, les excédents sont inégalement partagés et la conception traditionnelle du travail est remise en cause.

- La mondialisation du système financier et l'augmentation exponentielle des mouvements de capitaux à court terme, sans cadre régulateur qui les rende prévisibles. Plus de 90% de ces flux de capitaux se réalisent dans un délai inférieur à une semaine, et ne correspondent pas aux classiques opérations d'échanges de biens ou de services. Depuis le début de la décennie, des crises continues frappent des régions entières, menaçant de se généraliser et de provoquer de fortes chutes de la croissance, des revenus et de l'emploi dans les zones concernées. Le phénomène tend à augmenter avec la libération de l'épargne disponible, à travers les ajustements budgétaires de la majorité des pays dans le monde. Les crises financières de cette décennie, ont rendu évident l'effet pervers du dogmatisme néo-libéral.

Le grand paradoxe de ce moment historique est que jamais auparavant on n'avait offert aux êtres humains plus de possibilité de lutter contre les problèmes ancestraux d'inégalité, de faim, de maladie, ou de carences de l'éducation. Mais ces opportunités sont utilisées pour augmenter les distances et non pour les raccourcir. Nous sommes décidés à changer cette orientation, pour utiliser la mondialisation au bénéfice du progrès humain.

L'une des inégalités les plus graves, qui existe encore, est celle qui touche à l'inégalité entre les femmes et les hommes, bien que, tout au long de ce siècle, le mouvement féministe a beaucoup aidé à progresser sur cette question.

L'interdépendance est toujours plus grande dans la mesure où l'échelle des problèmes devient planétaire, qu'il s'agisse de crises financières, de flux migratoires, de problèmes liés à l'environnement ou de conflits armés.

Les pays centraux ont été capables de reporter à la périphérie les conséquences les plus graves des crises financières, en évitant la contagion et en limitant ses effets aux pays et aux régions émergents, mais il devient de plus en plus évident qu'il n'est pas possible de rester en marge d'aucune de ces explosions. Le Sud-Est asiatique, la Russie et l'Amérique latine, menacent de propager l'épidémie, en la transformant en pandémie.

La destruction des forêts tropicales préoccupe les pays centraux comme une priorité plus urgente que pour les pays qui les possèdent, où elles sont accompagnées par la faim et le sous-développement.

3. La chute du mur de Berlin, il y a dix ans, devait être le symbole politique de ce changement d'ère. Les portes des terribles certitudes de la seconde moitié du XXe siècle se sont fermées et les fenêtres des incertitudes porteuses d'espoir d'un nouveau siècle se sont ouvertes.

La liquidation du modèle communiste, comme alternative totalisante aux démocraties «capitalistes», a accéléré la pression du néo-conservatisme, néo-libéralisme, la portant à une simplification arrogante et fondamentaliste, qui les a amenés à confondre l'économie de marché avec la société de marché, et à proclamer la pensée unique et la fin de l'Histoire.

Le résultat a été cependant l'émergence de la grande diversité des identités culturelles cachée derrière le raisonnement qui érigeait en système les deux modèles de références sur lesquels se basait la politique des blocs et l'équilibre de la terreur. Les réactions de rejet face à l'agressivité du fondamentalisme néo-conservateur, a fait revenir un nombre croissant de citoyens et de citoyennes vers les propositions plus solidaires du socialisme démocratique, du travaillisme ou d'autres alternatives progressistes. Cette situation ouvre les portes à une gauche démocratique rénovée qui soit capable de s'engager pour le changement et d'utiliser les nouveaux instruments disponibles pour atteindre ses objectifs de justice, de liberté, et de solidarité.

Dans de nombreux pays, cependant, la liquidation de la politique des blocs et la chute du mur, a supposé la récupération des libertés perdues et l'affirmation des systèmes démocratiques, les «dividendes de la paix» n'arrivent pas. Ce qui était supposé être une chance de nouvel ordre international au-delà de l'équilibre de la terreur est devenu un désordre généralisé en ce qui concerne les aspects de sécurité, économiques, et financiers. Le multilatéralisme, avec un seul pôle de pouvoir, est en train de se transformer en une multitude de conflits ethniques et culturels, de nationalismes xénophobes qui détruisent les frontières établies et menacent de conduire à de nouvelles désagréations.

4. Les effets de la révolution technologique, de la mondialisation économique et financière ainsi que la disparition des blocs antagoniques, sont très importants dans le cadre où se réalise la démocratie et la souveraineté : l'état nation.

Les politiques macroéconomiques, conditionnées par le fonctionnement des marchés financiers globaux, ont vu leurs marges de manoeuvre réduites, et ont été obligées de respecter des contraintes sévères en matière de déficit, d'inflation, etc... Le terrain des alternatives s'est déplacé, non sans difficultés bien connues, vers la discussion sur le mélange de recettes et de dépenses qui doit produire le résultat macro-économique souhaité, et ne porte plus sur le résultat lui-même à propos duquel personne ne s'interroge plus sérieusement. Il est également difficile d'harmoniser les politiques monétaires de stabilité des prix et les politiques de croissance génératrices d'emploi.

La structure même de l'Etat nation est en train de changer, dans un double processus de décentralisation : vers le haut, où se créent des structures supranationales qui cherchent une meilleure capacité de réponse aux nouveaux défis, devant l'insuffisance de l'espace national traditionnel; vers le bas, dans des processus de répartition territoriale interne du pouvoir, à la recherche d'une plus grande souplesse, d'une plus grande proximité de l'électorat et, parfois d'une plus grande adéquation aux identités diverses. Le critère de subsidiarité commence ainsi à servir de guide à la répartition du pouvoir, mais on sous-estime encore les critères d'identité et de cohésion des ensembles qui en résultent, et le fait que les risques de désintégration sociale et territoriale peuvent augmenter. Les structures centralisatrices et chargées d'interventionnismes exagérés de toutes sortes, sont dépassées, ouvrant ainsi le débat sur la nécessaire dimension de l'Etat dans cette nouvelle ère. Dans les processus de décentralisation vers le haut et vers le bas, l'Etat Nation est le véritable garant de la cohésion de ces ensembles.

Les fonctions mêmes de la politique sont en train de changer. La tendance à l'Etat minimal, propre à l'idéologie néo-libérale qui imprègne le nouveau conservatisme, s'accompagne du renforcement des nouveaux acteurs de ce qui prétend être une société de marché, plus qu'une économie de marché, au lieu d'une société démocratique. Cette confusion conduit à un individualisme destructeur de l'espace public dans lequel se réalisent les valeurs de vie en commun, de liberté et de cohésion. On confond « valeur et prix », sous-estimant tout ce qui ajoute de la valeur sans se conformer à la règle d'or de l'optimisation du bénéfice. L'espace de la politique se réduit, perdant ainsi sa capacité autonome à représenter les intérêts généraux dans son cadre de réalisation historique, l'Etat nation, et sans être capable de répondre aux phénomènes qui dépassent les frontières nationales, et qui sont la conséquence de la mondialisation.

Des droits qui se proclament universels, comme le droit à l'éducation ou à la santé ne trouvent pas en termes d'engagements politiques une réponse qui leur donne satisfaction. Le secteur public non seulement se retire de l'activité de production directe, ce qui est une tendance acceptable, mais on met aussi en question ses responsabilités pour satisfaire les droits reconnus. Le défi posé par la sacralisation du marché, au lieu de son usage au service des citoyens et des citoyennes, génère des problèmes croissants dans les processus de privatisation, sans règles, de secteurs qui assurent les services publics traditionnels, comme par exemple les communications, les télécommunications, l'énergie, ou les transports, générateurs d'égalité ou d'inégalité des chances.

L'espace et la fonction de la politique sont en train de changer, sans aucun doute, mais le débat ne doit pas s'instaurer sur la défensive, en se résignant à des courants de pensée qui placent l'optimisation du bénéfice immédiat au frontispice de toute tâche politique. Les pouvoirs publics doivent favoriser une économie de marché efficace, mais ils doivent surtout garantir l'égalité des chances entre les citoyens et les citoyennes, assurer leurs droits universels, et défendre les consommateurs face aux tendances naturellement monopolistes du marché. Une relation critique avec le capitalisme a défini historiquement notre orientation politique, en améliorant la capacité de redistribution et en rendant ainsi le modèle soutenable. Sortir des monopoles publics, pour tomber dans des oligopoles privés dont l'unique fin serait l'optimisation du bénéfice des entreprises, peut conduire à de graves inégalités, comme celles qui sont en train de se manifester dans de nombreux pays.

5. Ce changement d'ère a un impact très fort sur la réalité internationale, mettant en évidence le côté obsolète et l'inadéquation des structures mises en place après guerre, adaptées aux exigences et aux contraintes d'un monde organisé autour de deux blocs hégémoniques. Non seulement en matière politique et de sécurité mais aussi sur les terrains économique-commerciaux et financiers. Les changements politiques et technologiques, les problèmes d'environnement, le contrôle des flux migratoires, face à la perte de rôle et d'autonomie de la politique, provoquent désordre et inefficacité. Les défis se font sans cesse plus globaux, la politique se réduit au cadre local, sans instruments pour répondre à ces défis universels. Les problèmes de gestion de la sécurité, de la paix, de

l'économie et des finances, de l'environnement, expliquent l'incertitude, l'augmentation de l'inégalité et du désordre.

Face aux agressions contre la paix, à l'épuration ethnique, à la violation massive des droits de l'Homme, aux conflits régionaux, les structures des Nations Unies et du Conseil de Sécurité, apparaissent comme impuissantes, dépourvues de moyens, et bloquées par leur mode de décision. La diffusion de technologies militaires de destruction massive, de groupes terroristes ayant accès à un armement sophistiqué, de la criminalité organisée internationalement, ayant la même facilité d'accès aux nouvelles technologies, constituent des menaces contre lesquelles la communauté internationale ne dispose pas des instruments adéquats.

Dans le domaine économique et commercial, les avancées de l'Organisation Mondiale du Commerce ne sont pas suffisantes pour chercher de nouveaux équilibres des échanges entre les pays ayant un niveau différent de développement. La solidarité avec les pays émergents ou pauvres, n'est pas compatible avec les pratiques protectionnistes qui produisent ce déséquilibre. Nous n'avons pas non plus les moyens de lutter contre l'exploitation du travail des enfants ou le travail forcé, en tant que manifestations les plus blessantes du « dumping » social, ni pour garantir le respect des règles du jeu établies. Le décalage entre les principes qui inspirent l'OIT et ses capacités d'action concrète montrent les carences de la communauté internationale face à la dimension sociale de ces problèmes. Le programme des Nations Unies pour le développement introduit des éléments très utiles pour mesurer le développement durable.

Dans le domaine financier, après la crise du système de Bretton Woods, et compte tenu des spectaculaires changements dans les flux financiers à court terme, le FMI, la Banque Mondiale et les institutions financières régionales souffrent de claires insuffisances pour répondre aux turbulences financières de plus en plus fréquentes. Les divergences entre le FMI et la Banque Mondiale, sont explicables compte tenu des fonctions différentes des deux organismes et de l'obsolescence de leurs règles. La nouvelle réalité émergente de la mondialisation est en train de changer les frontières traditionnelles du développement, incorporant des régions autrefois en difficulté, mais en excluant dramatiquement d'autres qui se noient dans la pauvreté.

En ce qui concerne les autres défis, comme ceux qui sont liés à la préservation de l'environnement, non seulement il n'existe pas d'outils au niveau où les questions se posent, mais ceux que l'on a essayé de mettre en oeuvre après les sommets de Rio et de Tokyo, plutôt que d'avancer des solutions, ont révélé les profondes divergences entre les pays centraux et les pays pauvres, ainsi que la marginalisation de pays exclus de la mondialisation.

Mais le plus grand paradoxe, en raison de la difficulté de la réponse et des contradictions que cela entraîne pour tous, c'est celui qui se pose à un monde dont tendent à disparaître les frontières, les barrières pour l'information, pour le commerce, les investissements, pour les mouvements de capitaux et l'échange des services, tandis que s'élèvent des murailles contre la liberté de mouvement des êtres humains. Tout est libre de circuler, sauf les personnes qui sont prisonnières de leur propre destin dans leur propre terre, même s'il leur est imparti un avenir intolérable, et indigne ! Cependant, les flux migratoires, malgré les réactions xénophobes qui courent le monde, se montrent impossibles à freiner sans que nous soyons capables de prévoir leurs conséquences pour nos sociétés et les sociétés d'origine. Plus de 50% des migrations sont féminines et celles que provoquent des raisons de persécution politique, ethnico-culturelle ou religieuse, continuent d'augmenter.

C'est pourquoi la question clé de la nouvelle ère qui s'ouvre est la gouvernabilité, et la possibilité de construire, dans le sens social, économique, environnemental, humain enfin, le modèle de ce qui a été appelé la société de l'information ou plus pompeusement de la connaissance.